

06/01/2022

jt/jb

**PROTOCOLE D'ACCORD
TRANSACTIONNEL**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

- ✓ Monsieur Patrick CAPPONI né le 6 janvier 1965 à BRIGNOLES (83) de nationalité française, demeurant 46 Rue Georges Dunyach à CABESTANY (66028).
- ✓ Monsieur Jérémie CAPPONI né le 16 janvier 1991 à NICE (06) de nationalité française, demeurant 269 Chemin des Basses Ribes à 06130 GRASSE
- ✓ Madame Mélissa CAPPONI née le 14 septembre 1992 à NICE (06) de nationalité française, demeurant 269 Chemin des Basses Ribes à 06130 GRASSE.

Ayant pour avocat Maître Audrey VAZZANA du barreau de NICE y demeurant 11 Rue de la Préfecture 06300 NICE

D'UNE PART

ET :

La Ville de GRASSE

Agissant en la personne de Monsieur le Maire,
domiciliée Place du Petit Puy à 06130 GRASSE

Ayant pour avocat Monsieur le bâtonnier Jonathan TURRILLO du Barreau de GRASSE,
demeurant 2, rue La Fontaine à 06400 CANNES

D'AUTRE PART

*

*

*

IL EST PREALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIIT :

Le 28 août 2018, Monsieur Jean Claude CAPPONI était victime d'un accident mortel survenu au centre technique municipal situé à GRASSE 3 Bd de la Madeleine.

Monsieur Jean Claude CAPPONI au moment de l'accident occupait les fonctions de Chef du Service Espaces Verts.

Dans le cadre de l'enquête diligentée à l'initiative de Madame le Procureur de la République, il est apparu qu'un rapport rédigé par le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes Maritimes indiquait à la rubrique « Risques de chute » : *« Certains espaces de stockage de CTM ne sont pas protégés contre le risque de chute »*

En page 17 il est indiqué à la rubrique « Proposition » : *« Identifier les espaces de stockages du CTM n'ont protégé contre le risque de chute et envisager des solutions techniques. Recenser les besoins en moyens de manutention associés aux stockages présents dans le hangar. »*

Dans le cadre de l'enquête, Monsieur Christian LABORIER, Expert judiciaire désigné le 30 août 2018 indiquait en conclusions générales : *« Le bâtiment du CTM de GRASSE est ancien et le Maître d'ouvrage (Municipalité) n'a pas fait réaliser des travaux de mise en sécurité pour accéder et pour exploiter la plateforme de stockage en hauteur de l'escalier qui n'est pas conforme aux exigences du code du travail, le maître d'ouvrage a été défaillant dans son rôle de garant de la sécurité de l'exploitation du bâtiment.*

L'usage de ce lieu de stockage en hauteur apparaît ancien suivant les propos des témoins. Le service de la Santé et de la Sécurité au travail du Conseil Général a émis un rapport en 2016 sur ce bâtiment. Les spécialistes de la sécurité n'ont pas attiré l'attention sur l'anomalie parfaitement visible de cet espace de travail qui n'est pas conforme au code du travail. Le Conseil Général a été négligent dans son rôle de conseil ».

La Ville de Grasse a été renvoyée devant le Tribunal Correctionnel de Grasse pour avoir, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ou le règlement involontairement, causé la mort de Monsieur Jean-Claude CAPPONI.

L'affaire a été fixée à l'audience du 16 septembre 2021 du Tribunal Correctionnel de Grasse.

Les Parties Civiles ont demandé au Tribunal de déclarer la Ville de Grasse coupable des faits reprochés et au plan civil la condamner au paiement des sommes suivantes à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral subi :

- A Monsieur Jérémie CAPPONI, la somme de 50.000 €
- A Madame Mélissa CAPPONI, la somme de 50.000 €
- A Monsieur Patrick CAPPONI, la somme de 25.000 €

En défense, la Ville de Grasse demandait au Tribunal Correctionnel de GRASSE, sur l'action publique de faire une juste application de la loi.

Sur les demandes indemnitaires formulées par les Parties Civiles, elle demandait au Tribunal, à titre principal de se déclarer incompétent au profit du Tribunal Administratif de NICE et à titre subsidiaire de fixer les réparations du préjudice moral subi, selon les sommes suivantes :

- S'agissant de Madame Mélissa CAPPONI et Monsieur Jérémie CAPPONI qui vivaient au domicile de leur père au moment des faits une somme de 15.000€ (Quinze Mille Euros) chacun.
- Concernant Monsieur Patrick CAPPONI, une réparation de son préjudice moral à hauteur de 5.000€ (Cinq Mille Euros)

Par un jugement en date du 16 septembre 2021, le Tribunal Correctionnel de Grasse a déclaré la Ville de Grasse, coupable des faits d'homicide involontaire par personne morale dans le cadre du travail et la condamnait au paiement d'une somme de 150 000 €.

Le Tribunal renvoyait les parties civiles devant le Tribunal Administratif pour leur indemnisation.

Le 22 septembre 2021, les parties civiles relevaient appel de cette décision, la Ville de Grasse également dans la limite de la peine d'amende délictuelle.

C'est dans ce contexte que les parties de première et seconde part se sont rapprochées et sont convenus de ce qui suit :

Par l'intermédiaire de leurs conseils sont convenus de reprendre les pourparlers en vue de parvenir à un accord sur les offres d'indemnisation du préjudice moral.

En considération du contexte particulier tenant à la mémoire de Jean-Claude CAPPONI, la Ville de Grasse et les parties civiles acceptent la fixation de l'indemnisation aux sommes suivantes à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice moral subi :

- A Monsieur Jérémie CAPPONI, la somme de 30.000 €
- A Madame Mélissa CAPPONI, la somme de 30.000 €
- A Monsieur Patrick CAPPONI, la somme de 10.000 €

Par ces concessions réciproques, les soussignés se considèrent pleinement et définitivement rétablis dans leurs droits respectifs.

Chacun des cocontractants au présent acte s'engage à exécuter de bonne foi et sans réserve la présente transaction, à laquelle ils reconnaissent l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Les parties renoncent irrévocablement les unes envers les autres à toutes réclamations, instances ou actions, Madame Mélissa CAPPONI, Monsieur Jérémie CAPPONI et Monsieur Patrick CAPPONI se désistent de leur appel.

Les parties conviennent de conserver un caractère strictement confidentiel au protocole sauf pour les besoins de son exécution et son approbation par le Conseil Municipal comme la loi l'impose..

Le protocole n'est pas destiné à être enregistré, ni à être divulgué par les parties, sauf à titre de production de pièces devant un tribunal ou une administration.

Les conséquences dommageables, juridiques, fiscales ou autres, qui pourraient résulter de la divulgation du protocole seront supportées par la(les) partie(s) qui aura(ont) provoqué(s) cette divulgation ou l'aura(ont) rendue nécessaire, et ce à titre de clause pénale et sans préjudice de tous dommages et intérêts.

Le présent protocole pourra être communiqué aux autorités judiciaires à leur demande.

Le présent accord vaut transaction entre les parties conformément aux articles 2044 et suivants du Code civil.

Les parties sont en outre informées qu'au titre de l'article 2052 du Code civil, la présente transaction entre les parties a l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Fait à

Le

Madame Mélissa CAPPONI

Monsieur Jérémie CAPPONI

Monsieur Patrick CAPPONI

La Ville de Grasse